

## **Arrêté préfectoral entérinant une évolution de la gouvernance<sup>i</sup> d'un système d'endiguement autorisé**

Le préfet de ...,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment<sup>ii</sup> ses articles L.3641-1, L.5214-16, L.5215-20, L.5215-20-1, L.5216-5, L.5217-1 et L.5219-1,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-7-I Bis, L.562-8-1, R.214-1 (rubrique 3.2.6.0., premier tiret), R.214-6, R.214-17, R.214-18, R.214-45, R.214-113 à R.214-124, R.562-12 à R.562-17;

Vu l'arrêté préfectoral n° ... en date du ... autorisant le système d'endiguement du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan*;

Vu la demande du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* déposée auprès de la DDT [M] ... le ... en application des articles R.214-18, R.214-45 et R.562-15;

Vu les statuts du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis*;

Vu le rapport de la DDT[M] qui a instruit la demande du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* au titre de la police de l'eau;

Vu le rapport de la DREAL qui a instruit la demande du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* au titre du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques;

Vu l'avis du CODERST en date du ...;

Vu le niveau de protection qui est indiqué dans la demande susvisée du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* et la carte de la zone protégée qui est associée à ce niveau de protection;

Vu les cartes reflétant les risques de venues d'eau, quand se produit une crue générant une montée des eaux au delà du niveau de protection;

Le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* entendu;

Considérant que le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est détenteur de la compétence GEMAPI prévue par l'article L.211-7 I Bis, par transfert de compétence des EPCI à fiscalité propre qui en sont membres;

Considérant que le système d'endiguement est de classe A, au sens de l'article R.214-113, au vu de la demande susvisée du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis*;

Considérant que l'étude de dangers du système d'endiguement dont l'actualisation est jointe à la demande susvisée du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est

régulière, notamment en ce que, conformément aux dispositions des articles R.214-116-I, R.214-116-III, R.214-119-1 et R.214-119-2, elle:

- justifie le niveau de protection garanti par le système d'endiguement et la zone protégée qui lui est associée;
- expose les risques de venues d'eau, en particulier les venues d'eau dangereuses et les venues d'eau particulièrement dangereuses, quand une crue risque de provoquer une montée des eaux devant les digues au delà du niveau de protection;
- justifie que l'organisation du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* lui permettant de surveiller et entretenir les ouvrages qui composent le système d'endiguement, d'anticiper les crues telles que celles précitées et d'alerter les autorités compétentes pour intervenir lorsqu'une telle situation se produit est adaptée à la configuration du système d'endiguement;

Considérant que la demande susvisée du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis*, à l'issue de son instruction par les services de l'Etat, est complète et régulière;

Considérant<sup>iii</sup> que l'évolution de la gouvernance du système d'endiguement qui est déclarée n'entraîne ni dangers ni inconvénients significatifs pour les éléments énumérés à l'article L.211-1 et que, de ce fait, il n'y a pas lieu d'inviter le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* à déposer une nouvelle demande d'autorisation,

## **ARRETE**

### **Article 1er**

Le système d'endiguement dont la composition<sup>iv</sup> est détaillée dans la demande susvisée du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est autorisé au titre de la rubrique 3.2.6.0 (système d'endiguement au sens de l'article R.562-13) du tableau annexé à l'article R.214-1.

Il comprend les digues<sup>v</sup> désignées ci-après :

- [nom de l'ouvrage<sup>vi</sup>, coordonnées des extrémités, commune(s) d'implantation]
- 
- 

Il comprend également les dispositifs de régulation désignés ci-après :

- [désignation du dispositif explicitant sa finalité, coordonnées du lieu d'implantation, commune d'implantation]
- 
- 

### **Article 2**

Le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est le gestionnaire du système d'endiguement au sens de l'article L.562-8-1 et l'exploitant au sens de l'article R.554-7.

### **Article 3**

Le niveau de protection garanti par le système d'endiguement correspond à la crue maximale suivante de [désignation du cours d'eau] :

- crue provoquant une montée des eaux jusqu'à la cote, mesurée à la station de ... , de 6,5 mètres (ce qui correspond à un débit d'environ ... m<sup>3</sup> / sec).

Le temps de retour statistique de cette crue est estimé à 75 ans.

Les précisions utiles sur l'hydrogramme servant de référence pour cette crue figurent dans l'étude de dangers du système d'endiguement, référencée ..., en date du ..., et consultable auprès des services de [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat].

#### Article 4

La liste des communes<sup>vii</sup> qui sont concernées par la protection apportée par le système d'endiguement est la suivante<sup>viii</sup> :

Communes<sup>ix</sup> relevant (par l'intermédiaire des EPCI à fiscalité propre de rattachement) du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* :

-  
-

Communes<sup>x</sup> limitrophes du territoire de la compétence du syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* :

-  
-

La carte détaillée de la zone protégée ainsi que les cartes présentant les risques de venues d'eau en cas de crue générant une montée des eaux au delà du niveau de protection figurent dans l'étude de dangers du système d'endiguement<sup>xi</sup>. Elles sont également consultables, sous un format électronique, sur le site Internet de [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat].

#### Article 5

La classe du système d'endiguement<sup>xii</sup> est la classe A, au sens de l'article R.214-113.

#### Article 6

I.- A la date de parution du présent d'arrêté, le document d'organisation, au sens du 2° de l'article R.214-122-I, est le document référencé ... en date du ... . Une ou plusieurs révisions ultérieures de ce document, respectant les prescriptions du présent article, reflèteront la situation du système d'endiguement pendant le déroulement du chantier et une fois les travaux achevés.

II.- Les révisions ultérieures du document d'organisation respectent les prescriptions suivantes:

- 1° ...
- 2° ...
- 3° ...

III.- Toute révision du document d'organisation envisagée par le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est transmise à [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat] avec un préavis d'au moins un mois avant sa mise en œuvre effective quand elle ne relève pas des dispositions de l'article R.214-18 (changement notable).

IV.- Un exemplaire du document d'organisation à jour est consultable à [DREAL .../ DDT / autre service préfectoral].

V.- Le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* porte à la connaissance des maires des communes visées à l'article 4 ainsi que des services de secours de l'Etat dans le département, toutes informations utiles à la gestion d'une crise "inondation" qui sont contenues dans le document d'organisation et dans l'étude de dangers du système d'endiguement, en particulier les modalités selon lesquelles l'alerte est donnée quand une crue risque de provoquer une montée des eaux supérieure au niveau de protection qui est garanti par le système d'endiguement ainsi que les risques de venues d'eau quand de telles crises sont confirmées.

#### **Article 7**

A la date de parution du présent arrêté, le dossier technique du système d'endiguement, au sens du 1° de l'article R.214-122-I, est constitué des documents suivants :

-  
-

#### **Article 8**

Le rapport de surveillance périodique mentionné au 4° de l'article R.214-122-I sera transmis la première fois à la DREAL au plus tard le<sup>xiii</sup> ... puis les fois suivantes aux échéances déterminées conformément à l'article R.214-126.

#### **Article 9**

Hormis les cas où le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* est amené à anticiper ces échéances pour un autre motif, l'étude de dangers du système d'endiguement sera actualisée<sup>xiv</sup> la première fois le ... puis périodiquement conformément à l'article R.214-117-II.

#### **Article 10**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ... susvisé<sup>xv</sup>.

#### **Article 11**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ... par le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an.

Dans le même délai de deux mois, le syndicat mixte *Gémapi des pays Bigourdan et Bigorre réunis* peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

#### **Article 12**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires [et de la mer ], le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ... , les maires des communes visées à l'article 4 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les mairies des communes précitées et qui sera publié au registre des actes administratifs du département.



<sup>i</sup> Le vrai intitulé d'un tel arrêté préfectoral sera certainement plus explicite, en fonction du contexte local.

<sup>ii</sup> Adapter la liste des articles du CGCT visés en fonction de la composition effective du syndicat mixte à qui les EPCI à fiscalité propre ont transféré leur compétence GEMAPI. Il n'est pas utile de citer l'article relatif à la métropole du Grand Paris si le syndicat mixte ne regroupe que des communautés de communes !

<sup>iii</sup> Dans la mesure où la configuration physique du système d'endiguement ne change pas, les raisons pour lesquelles le préfet devrait imposer une nouvelle autorisation plutôt que de traiter la demande par simple arrêté complémentaire pris en application de l'article R.214-17 sont a priori limitées. Sauf à prendre une telle décision en opportunité en fonction du contexte local.

Si le préfet impose une nouvelle autorisation, ce considérant n'a plus lieu d'être; en revanche, il faut rajouter, parmi les visas :

*Vu les conclusions et l'avis de la commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de ..., en date du ...*

<sup>iv</sup> Il s'agit de la composition du système d'endiguement dans sa configuration au moment où le nouvel arrêté préfectoral est signé. Normalement, elle n'a pas évolué par rapport à la situation précédente. Dans la mesure où le nouvel arrêté préfectoral annule et remplace le précédent, ces éléments sont à reprendre.

<sup>v</sup> Pour rappel, par "digues", on entend, le système d'endiguement étant autorisé en application de la rubrique 3.2.6.0., l'ensemble des ouvrages incorporés dans le système d'endiguement qui font rempart entre le cours d'eau et la zone protégée et dont dispose l'autorité compétente pour la prévention des inondations. Il n'est pas tenu compte du fait que lesdits ouvrages aient ou non été classés en tant que "digues" dans une vie antérieure au titre de la rubrique 3.2.6.0. telle qu'elle existait avant la parution du décret 2015-526 du 12 mai 2015. Ces ouvrages peuvent donc ne pas avoir été initialement conçus dans le but d'assurer la protection contre les inondations (exemple : remblai ferroviaire).

<sup>vi</sup> Pour rappel, lorsque l'ouvrage a été incorporé au système d'endiguement à l'issue d'une mise à disposition en application de l'article L.566-12-1-II, sa désignation doit être explicite afin d'éviter toute ambiguïté pouvant mettre en doute son appartenance au système d'endiguement. Ainsi, à titre d'exemple, s'il s'agit d'une portion de remblai ferroviaire, la désignation de l'ouvrage pourra être : "tronçon de digue constitué par le remblai ferroviaire entre le Pk 121 et le Pk 122 sur la commune de X".

Il en ira de même si le "droit à agir" de l'autorité compétente pour la prévention des inondations résulte d'une servitude instaurée en application de l'article L.566-12-2. Ainsi, à titre d'exemple, si l'ouvrage incorporé dans le système d'endiguement est une ancienne digue privée ayant fait l'objet d'une servitude L.566-12-2 : "le tronçon de digue localisé sur la propriété privée cadastrée xxx, sur la commune X".

<sup>vii</sup> La liste des communes concernées à un titre ou à un autre a changé par rapport à la situation qui prévalait avant. Pour autant il n'est pas utile de mentionner la situation "avant" car elle est devenue instantanément caduque avec la signature du nouvel arrêté.

<sup>viii</sup> Ne pas mentionner les communes dont l'intégralité du territoire est hors zone inondable.

<sup>ix</sup> La commune, partiellement ou totalement en zone inondable, bénéficie ou non de la protection (cela dépendra de la performance garantie du système d'endiguement) ; même si la zone protégée n'est pas dans la commune (voir la carte de la zone protégée), l'existence du système d'endiguement apporte "un plus" pour la gestion du risque "inondation" grâce à l'étude des risques de venues d'eau et au repérage des enjeux humains vulnérables à ces risques (voir cartes reflétant ces risques quand se produit une crue excédant les capacités du système d'endiguement). A priori, cette liste de communes reste la même, avant travaux et après travaux.

<sup>x</sup> Ces communes ne font pas partie du territoire de la compétence de l'autorité compétente pour la prévention des inondations. Pour autant il faut les mentionner (sauf si elles sont totalement hors zone inondable) car elles apparaîtront sur les cartes reflétant les risques de venues d'eau en cas de crue excédant les capacités du système d'endiguement. A priori, cette deuxième liste de communes reste la même, avant travaux et après travaux.

<sup>xi</sup> Le contour de la zone protégée peut être plus vaste que précédemment si de nouvelles communes gardées "pieds au sec" par les ouvrages existants ont rejoint l'autorité compétente pour la prévention des inondations. La représentation des risques de venues d'eau quand se produit une crue générant une montée des eaux au delà du niveau de protection ne change pas (les ouvrages physiques sont toujours les mêmes), sauf éventuellement quand une extension géographique de l'étude est nécessaire pour tenir compte des communes rajoutées.

<sup>xii</sup> Le cas échéant, l'évolution de la gouvernance est telle que le système d'endiguement peut passer dans une classe supérieure, par agrandissement de la zone protégée.

<sup>xiii</sup> Il faut apprécier au cas par cas si, compte tenu de la nouvelle gouvernance du système d'endiguement, il est a priori nécessaire de procéder à la remise à zéro du compteur des rapports de surveillance périodiques.

<sup>xiv</sup> Le fait que la demande d'autorisation du système d'endiguement dans sa nouvelle configuration a été accompagnée d'une nouvelle EDD, permet normalement de remettre à zéro le compteur des EDD périodiques "R.214-117-II". Toutefois, si le SCSOH estime qu'il manque quelque chose pour autoriser la RAZ du compteur (par exemple le fait que le "diagnostic approfondi" n'ait été que partiel), c'est l'occasion de prescrire ce qui est nécessaire. L'écriture de cet article peut donc être adaptée, en veillant toutefois à ce que le destinataire de l'arrêté préfectoral s'y retrouve dans ce qu'il doit faire, à quelle échéance etc.

<sup>xv</sup> Cette façon de procéder est a priori meilleure en termes de lisibilité. Elle requiert toutefois de reprendre toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral précédent qui ont (encore) une utilité. Le présent modèle d'arrêté préfectoral ne traite que des dispositions spécifiques à la GEMAPI.